



CARACTERISTIQUES DU DEMANDEUR

Quelle que soit la nature juridique du demandeur :

- Liste des détenteurs de capital (ou liste des membres associés dans le cas d'une structure collective) :

Nom prénom	JA (*) oui/non	% de parts sociales détenues (le cas échéant)	Si JA projet prévu au PE ? oui/non

(*) JA = se référer à la définition indiquée dans le PDR Alsace et reprise l'Appel à projet

- Si il n'y a pas de JA parmi les membres de la structure demandeuse (quelle que soit sa nature juridique) : y a-t-il parmi ses membres un ou plusieurs jeunes de moins de 40 ans à la date de dépôt de la demande et qui se sont installés avant l'âge de 40 ans, il y a moins de 5 ans (ou moins de 5 ans, après avoir réalisé un Plan de Professionnalisation Personnalisé validé ?

oui

non

Si oui, joindre au dossier :

- copie de la Carte Nationale d'Identité
- certificat d'affiliation à l'AMEXA en qualité de chef d'exploitation, précisant la date d'effet

Nom prénom	Date de naissance	Date d'installation



b) Dépenses prévisionnelles

Libellé de l'investissement prévu	Montant unitaire (HT)	Nombre d'unité	Montant Total (HT)	Taux d'aide	Montant de l'aide sollicitée (*)
	€		€	%	€
	€		€	%	€
	€		€	%	€
	€		€	%	€
	€		€	%	€
	€		€	%	€
	€		€	%	€
	€		€	%	€
	€		€	%	€

TOTAL : _____ €

(*) Montant de l'aide sollicitée = montant total des investissements éligibles × taux d'aide

La liste des investissements éligibles est détaillée dans l'appel à projet
 Les taux d'aide sont également précisés dans l'appel à projet



LES ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides du dispositif, « Investissements productifs & non productifs à enjeux environnementaux »

Je déclare (nous déclarons) et atteste (attestons) sur l'honneur :

- ne pas avoir commencé l'exécution de ce projet,
- ne pas solliciter d'aide pour le simple remplacement d'un matériel à l'identique
- avoir pris connaissance des points de contrôle, des règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non-respect de ces points,
- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes concernant ma (notre) situation et concernant le projet d'investissement,
- être à jour de mes (nos) cotisations sociales
- le cas échéant, que les associés exploitants détiennent plus de 50 % du capital social,
- ne pas avoir obtenu d'aide pour ce même projet au titre de l'actuelle programmation 2014-2020 à l'exception des prêts à l'installation,
- ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma demande sur le même projet et les mêmes investissements,
- le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements (travaux exécutés sur le site de l'exploitation) en application de l'article L 411-73 du code rural,
- avoir pris connaissance que ma demande d'aide sera sélectionnée par appel à candidature et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités ou critères définis régionalement et/ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure,
- avoir pris connaissance que ma demande sera rejetée en l'absence de réponse de l'autorité compétente au-delà du délai de 6 mois à compter de la date de l'accusé de réception de mon dossier complet,

Je m'engage (nous nous engageons) à ne pas commencer l'exécution de ce projet avant la date de la réception de l'accusé de réception de dossier de demande d'aide complet

Je m'engage (nous nous engageons) à :

- informer le guichet unique de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, de mon (notre) projet ou de mes (nos) engagements ;
- poursuivre mon activité agricole au sens de l'article L311-1 du code rural pendant une période de cinq années à compter de la date du paiement final de l'aide, ou le cas échéant l'activité de la structure collective (CUMA...) pendant une durée de 5 ans à compter de la date du paiement final de l'aide,
- maintenir sur l'exploitation, en bon état fonctionnel et pour un usage identique, les équipements et les aménagements ayant bénéficié des aides pendant une durée de cinq ans à compter de la date du paiement final de l'aide. Les équipements peuvent toutefois être renouvelés sans aide publique dès lors qu'ils répondent aux mêmes objectifs que ceux initialement financés ;
- me (nous) soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes ;
- ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau de financement du projet, y compris les prêts bonifiés sauf pour les JA ;
- à respecter les obligations de publicité européenne, conformément au règlement d'exécution (UE) n°808/2014 (annexe III- point 2 « responsabilités des bénéficiaires ») modifié le 29/04/2016 : si l'aide publique totale (aide FEADER comprise) est inférieure à 50 000 €, la pose d'un support est facultative et laissée au libre choix du bénéficiaire. Si l'aide publique totale (aide FEADER comprise) est supérieure ou égale à 50 000 € et inférieure à 500 000 € : la pose d'une plaque ou d'une affiche (format A3 minimum), dans un lieu aisément visible du public, à compter de la notification de l'octroi de la subvention et au moins jusqu'au paiement du solde de la subvention FEADER est obligatoire, par ailleurs, le bénéficiaire s'engage à mentionner la participation de l'Union européenne dans toute publication concernant le projet aidé (manifestation diverse, article presse, site internet...).
- détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demande par l'autorité compétente, pendant 10 années.



Je suis informé(e):

qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, je devrai rembourser les sommes perçues, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur ;

que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'Etat compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et liberté » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise

je n'autorise pas (2) l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

(2) Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales.

Fait à _____, le _____

Signature(s) du (des) demandeur(s):

(représentant (s) légal (aux) de la structure ; de tous les associés dans les cas d'un GAEC)

NOM	Prénom	Qualité ou statut	Signature
-----	--------	-------------------	-----------

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification touchant les informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez-vous adresser à la DDT du département du siège de votre exploitation



PIECES FOURNIES

Pièces	Type de demandeur concerné	Pièce jointe	Sans objet
Exemplaire original de la demande complété et signé	tous	<input type="checkbox"/>	

Pièces communes

Devis estimatifs détaillés des travaux ou investissements (si possible classes par type d'investissement) y compris les devis portant sur les investissements immatériels	tous	<input type="checkbox"/>	
Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible)	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Pièces relatives à l'identification du demandeur

Certificat d'immatriculation INSEE ou K-bis récent	Si le demandeur est une forme sociétaire ou une structure collective ou un établissement public	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Exemplaire des statuts ou PV d'assemblée générale	Si le demandeur est une forme sociétaire ou une structure collective	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie de la carte d'identité ou du passeport valide à la date du dépôt de la demande	Pour les exploitations individuelles et le ou les représentants légaux, si le demandeur est une forme sociétaire ou une structure collective (tous les associés dans le cas d'un GAEC)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation sociale mentionnant que le demandeur est à jour de ses cotisations	Tous, pour la structure et tous les associés exploitants	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
certificat d'affiliation à l'AMEXA en qualité de chef d'exploitation, précisant la date d'effet	Si jeune installé sans aide	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation ou autre preuve mentionnant que la structure collective, type CUMA est à jour de ses cotisations au Haut Conseil de la coopération	Structure collective	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Agrément coopératif ou autre preuve de l'existence légale de la structure collective CUMA ou autre (K-bis par exemple)	Structure collective	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pouvoir habilitant le signataire à demander l'aide et à engager la structure collective, CUMA ou autre	Structure collective	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Engagement des membres	Structure collective, dans le cas de projet d'aire de lavage remplissage traitement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Récépissé de déclaration en préfecture	Association	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Statuts et liste des membres du bureau et du conseil d'administration	Association	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>



PIECES FOURNIES (suite)

Pièces relatives aux projets de travaux :

Autorisation du propriétaire	En cas de projet de construction ion (ARL...) ou aménagement de terrain (Inv. Non Productif...) Si non propriétaire des terrains et/ou bâtiments	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation de propriété (plan cadastral et matrice cadastrale)	En cas de projet de construction (ARL...) ou aménagement de terrain (INP)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Arrêté de permis de construire ou déclaration de travaux / ou au minimum récépissé de dépôt du dossier en mairie si mise en œuvre d'1 aire de lavage et/ou remplissage (si nécessaire)	Projet aire de lavage remplissage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Autres pièces :

Localisation des haies : Registre Parcellaire Graphique si existant, à défaut carte 1/25 000ème	Projet d'implantation de haies	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement	établissements de développement agricole, d'enseignement agricole et de recherche qui mettent en valeur une exploitation agricole	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation de certification AB ou conversion	Le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation de certification environnementale	Le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justificatifs concernant les coûts raisonnables, présentation de 2 ou 3 devis) Concerne les dépenses non plafonnées (cf. appel à projet, liste des investissements éligibles)	Concerne uniquement les dépenses correspondant à des investissements pour lesquels un « plafond unitaire » n'est pas précisé (cf. appel à projet, ANNEXE 1, liste des investissements éligibles)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Le service instructeur, en cas de besoin peut demander la fourniture de pièces complémentaires



Ce dossier de candidature est à transmettre au Guichet Unique Service Instructeur (GUSI) du département du siège de l'exploitation :

Direction Départementale des Territoires du Bas-Rhin

Unité Foncier agricole, transmission et modernisation des exploitations
14, rue du Maréchal Juin
BP 61003
67070 STRASBOURG Cedex
Tél : 03 88 88 91 00

Direction Départementale des Territoires du Haut-Rhin

Service de l'Agriculture et du Développement Rural
Bureau du Développement Agricole et des Filières Animales
Cité administrative - Bâtiment Tour
3, rue Fleischhauer
68026 COLMAR Cedex
Tél : 03 89 24 84 72



ELEMENTS COMPLEMENTAIRES

Renseignements non intégrés dans la demande d'aide OSIRIS

Productions de l'exploitation concernée par le projet

- Surface Agricole Utile(SAU) de l'exploitation (en ha) : |_|_|_|_|_|, |_|_|_| ha

- orientation du système de production :

- Polyculture élevage,
- Spécialisation grandes cultures,
- Grande culture + cultures spéciales et/ou pérennes
- Spécialisation maraîchage, horticulture
- Spécialisation viticulture, arboriculture
- Autre

Surface Fourragère Principale : |_|_|_|_| ha

Grandes Cultures (céréales, colza, betteraves...) surface : |_|_|_|_| ha

Cultures spéciales (tabac, houblon, asperges, choux... :

Type de culture : _____ surface : |_|_|_|_| ha

Type de culture : _____ surface : |_|_|_|_| ha

Type de culture : _____ surface : |_|_|_|_| ha

Maraîchage et / ou horticulture : surface : |_|_|_|_| ha, dont surface sous serre : |_|_|_|_| ha

Arboriculture : surface : |_|_|_|_| ha, type de production : _____

Viticulture : surface : |_|_|_|_| ha

Pour les projets portés par une structure collective (type CUMA)

Indiquez en fonction des systèmes de productions mis en œuvre par la majorité des adhérents, si la structure collectives est orientée vers

- élevage
- grande cultures
- cultures spéciales (précisez la ou lesquelles : _____)
- viticulture
- arboriculture
- maraîchage/horticulture
- autre

Cette structure collective regroupe-t-elle en majorité ou en totalité des exploitants certifiés AB ou en conversion ?

- oui
- non



DÉCLARATION D'ADHÉSION ET D'ENGAGEMENT À L'UTILISATION DU SITE DE LAVAGE ET DE REMPLISSAGE COLLECTIF DE

nom du type de groupement (CUMA ou autre...)

nom « propre » du groupement

Coordonnées de l'exploitant :

Nom : _____ Prénom : _____

Raison sociale : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Commune : _____

Téléphone (portable et fixe) : _____

E-mail : _____

Surfaces de l'exploitation :

Cultures	Surface (en hectares)

1. Par la présente je vous confirme ma volonté de participer au projet d'aire de lavage et de remplissage collective à _____ porté par **nom du type de groupement (CUMA ou autre...)** (**nom « propre » du groupement**), dont je suis membre
2. Je m'engage à utiliser l'aire de lavage et de remplissage des pulvérisateurs collective en respectant son règlement intérieur
3. Si je n'utilise pas ces installations pour le remplissage du ou des pulvérisateurs, je m'engage à remplir mon ou mes pulvérisateurs selon la réglementation en vigueur (Arrêté du 12 septembre 2006 et versions ultérieures)

Fait à Le

Nom :

Prénom :

Signature